



Emission de parts sociales de Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Midi-Pyrénées

Conformément à l'article 212-28 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, les souscripteurs sont invités à lire attentivement en sus de cette brochure, la rubrique « Facteurs de risques » du prospectus visé par l'AMF le 4 juillet 2017 sous le numéro 17-330 et disponible sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site internet de la CEP de Midi-Pyrénées (www.caisse-epargne.fr).

1. Devenir sociétaire

Le capital de la Caisse d'Epargne est détenu par des Sociétés Locales d'Epargne (SLE). Toute personne physique ou morale ayant effectué avec la Caisse d'Epargne une opération bancaire⁽¹⁾ peut devenir sociétaire d'une SLE, ainsi que les salariés de cette Caisse d'Epargne et les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre - EPCI - se situant en tout ou partie dans la circonscription territoriale des SLE. Un sociétaire d'une SLE ne peut détenir une ou plusieurs parts d'une autre SLE affiliée à la Caisse d'Epargne.

L'acquisition de la qualité de sociétaire est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration.

2. Informations sur les parts sociales

2.1 Droits attachés aux parts sociales

Les parts sociales sont représentatives de quotes-parts du capital social des SLE. La détention de parts sociales ouvre droit à participer aux Assemblées Générales de la SLE selon le principe démocratique coopératif "un homme, une voix". En cas de démembrement de la propriété, seul le nu-propiétaire a le droit de vote.

Les parts sociales donnent droit potentiellement⁽²⁾ à un intérêt annuel, qui est fixé, pour toutes les SLE affiliées à la Caisse d'Epargne, par l'Assemblée Générale annuelle de cette Caisse d'Epargne. Son montant ne peut excéder la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points (Article 14 de la loi du 10 septembre 1947 et décret n° 2016-121 du 8 février 2016).

L'intérêt dû sur chaque part sociale est calculé *pro rata temporis*, par mois civil de détention à compter du premier jour du mois suivant l'agrément du sociétaire, et, pour les sociétaires déjà agréés, à compter du premier jour du mois suivant la libération des parts.

Seules les parts détenues à la date de clôture de l'exercice de la SLE (soit le 31 mai de l'année civile) donnent lieu au paiement effectif de l'intérêt. Ainsi, les parts cédées et remboursées avant la date de clôture de l'exercice, quel qu'en soit le motif, ne donneront pas droit à intérêt.

Par application des principes coopératifs :

- le sociétaire qui se retire de la SLE a droit au remboursement de la valeur nominale de ses parts sous réserve de l'autorisation du Conseil d'Administration de la SLE,
- les parts sociales des SLE ne donnent pas de droit sur l'actif net en cas de liquidation de la SLE.

Dans le cas d'une détention sur un compte dédié, le sociétaire n'est soumis à aucuns frais relatif à la souscription, la tenue de compte ou la cession de parts sociales.

Enfin, les parts sociales ne sont pas éligibles au mécanisme de garantie des investisseurs, prévu à l'article L. 322-1 du Code monétaire et financier, ainsi qu'au mécanisme de garantie des déposants, prévu à l'article L. 312-4 du même code.

2.2 Responsabilité des sociétaires

Les sociétaires ne sont responsables qu'à concurrence du montant nominal des parts sociales qu'ils possèdent, et ce pendant 5 ans à compter de leur retrait⁽³⁾.

2.3 Souscription

Les parts sociales sont émises à leur valeur nominale, soit 20 € par part sociale.

Les souscriptions peuvent être réalisées, en agence de la Caisse d'Epargne ou par le biais d'une vente à distance mettant en œuvre un moyen de télécommunication (téléphone ou internet) avec contractualisation de l'accord, dans la limite du montant maximum du capital de la SLE et dans les limites réglementaires applicables. Elles sont inscrites sur le registre de la SLE tenu par la Caisse d'Epargne.

En cas de souscription par un sociétaire, la date de souscription est la date de libération intégrale des parts. En cas de souscription par un non sociétaire, le souscripteur devient sociétaire à compter de son agrément par le Conseil d'Administration. Celui-ci est réputé acquis à défaut du refus notifié dans le délai fixé dans le bulletin de souscription.

Excepté la détention d'au moins une part, il n'y a pas de montant minimum de parts à souscrire pour être sociétaire.

Le nombre maximum de parts sociales pouvant être détenu par un sociétaire personne physique a été fixé à 2500 parts sociales et 2500 parts sociales pour un sociétaire personne morale par la CEP de Midi-Pyrénées.

Les parts sociales ne peuvent pas être détenues sur un compte joint.

2.4 Cession – Rachat – Liquidité

	Avantages	Inconvénients
Liquidité	v Les parts sociales n'étant pas cotées, elles ne sont pas soumises aux aléas de la Bourse	v Liquidité faible: rachats honorés annuellement (ou sous trois mois dans les cas dérogatoires prévus aux statuts ⁽⁴⁾), sous réserve du respect du capital minimum de la SLE, de l'autorisation du Conseil d'Administration de la SLE et, le cas échéant, de l'autorisation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). v Tout rachat est conditionné à une demande du sociétaire auprès de la SLE ou d'une agence de la Caisse d'Epargne
Remboursement	v Hors défaut ou faillite de l'émetteur, les parts sociales sont remboursées à leur valeur nominale	v Le remboursement des parts, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'Administration de la SLE, est effectué à la date du premier jour ouvré du nouvel exercice, sauf cas dérogatoires prévus aux statuts ⁽⁴⁾ v Les parts sociales sont remboursables sous réserve des dispositions statutaires relatives à la somme minimale en-deçà de laquelle le capital de la SLE ne peut descendre v Toute demande de rachat conduisant à une consommation au-delà de la franchise SLE ⁽⁵⁾ telle que déclarée à la fin du mois de juin précédent devra faire l'objet d'une autorisation préalable et formelle de l'ACPR
Rendement	v Droit potentiel à un intérêt annuel v Absence totale de frais, tant à la souscription, à la tenue de compte qu'au remboursement (dans le cas d'une détention sur un compte dédié)	v Rémunération conditionnée à une décision souveraine de l'assemblée générale de la CEP et à l'existence de réserves distribuables v Rémunération plafonnée à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points v Absence de rémunération sur les parts sociales cédées avant le 31 mai
Responsabilité / Capital	v Responsabilité des sociétaires limitée à leur investissement v Risque investisseur portant sur le groupe BPCE et non sur la SLE ou la CEP (du fait de l'existence d'un système de garantie interne liant toutes les entités du groupe BPCE)	v Les sociétaires restent tenus pendant 5 ans de toutes obligations existant au moment de leur retrait v Le remboursement des parts du sociétaire sortant peut être réduit à due concurrence de la contribution du sociétaire aux pertes inscrites au bilan de la SLE

		v Le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de mise en œuvre de mesures de résolution (situation financière compromise) de l'ensemble du Groupe BPCE
Rang de subordination		v En cas de liquidation, les liquidateurs seront chargés de réaliser l'actif, d'effectuer le paiement des dettes sociales et, en dernier lieu, de rembourser éventuellement le capital social aux sociétaires si celui-ci est suffisant après paiement des dettes de la SLE v Absence de droit sur l'actif net en cas de liquidation de la SLE (principe coopératif)

2. 5 Régime fiscal des parts sociales pour les personnes physiques (résidents fiscaux français)

Intérêts versés aux parts

Les revenus des parts sociales sont assimilés d'un point de vue fiscal à des dividendes d'actions françaises et suivent le même régime fiscal que ces derniers.

Ils sont soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu, après application d'un abattement de 40% du montant brut.

Ils supportent lors de leur paiement, un prélèvement forfaitaire obligatoire opéré à la source par l'établissement payeur au taux de 21% sur le montant brut. Ce prélèvement est imputable sur l'impôt calculé selon le barème progressif. L'excédent éventuel est restitué au contribuable.

Le sociétaire peut cependant demander à être dispensé de ce prélèvement en produisant à la Caisse d'épargne, une attestation sur l'honneur mentionnant que le revenu fiscal de référence du foyer fiscal auquel il appartient, déterminé au titre de l'avant dernière année précédant celle du paiement des intérêts est inférieur à un certain seuil fixé par la loi (au 1er janvier 2017, ce seuil est fixé à 50 000 euros pour un célibataire et à 75 000 euros pour un couple soumis à une imposition commune). Cette attestation doit être produite au plus tard le 30 novembre de l'année qui précède celle du paiement des intérêts.

Quelle que soit la modalité d'imposition, les intérêts sont soumis aux prélèvements sociaux opérés à la source par l'établissement payeur.

Cession de parts

Les parts sociales étant cédées pour leur valeur nominale, aucune plus-value ne sera constatée à l'occasion d'une cession de gré à gré.

Rachat de parts par la Société Locale d'Epargne

Les parts étant rachetées à leur valeur nominale, aucune plus-value ne sera constatée, à l'occasion d'un rachat de part par la Société Locale d'Epargne.

Éligibilité au PEA

Les parts sociales peuvent être souscrites dans le cadre d'un Plan d'Epargne en Actions prévu par les articles L 221-30 à L 221-32 du Code monétaire et financier. Pendant la durée du plan, les produits et plus-values de cession que procurent les placements effectués dans le PEA ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu dès lors qu'aucun retrait n'est effectué sur le PEA avant l'expiration de la 5^e année du plan. Si le titulaire effectue un retrait sur le PEA avant l'expiration de la 5^e année de fonctionnement du plan, le gain net total réalisé depuis l'ouverture du plan est soumis à l'impôt sur le revenu, dès le premier euro, à un taux qui diffère selon la durée de détention du PEA, majoré des prélèvements sociaux en vigueur. Lorsque le retrait intervient après l'expiration de la 5^e année du plan, le gain net est totalement exonéré d'impôt sur le revenu, mais supporte les prélèvements sociaux en vigueur.

Les parts sociales ne sont en revanche pas éligibles au Plan d'Epargne en Actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire (PEA-PME/ETI) prévu aux articles L.221-32-1 à L.221-32-3 du code monétaire et financier.

3. Les Sociétés Locales d'Epargne – SLE

3.1 Forme juridique et objet social

Les Sociétés Locales d'Epargne sont des sociétés coopératives à capital variable⁽⁶⁾. Elles ont pour objet :

- de détenir les parts de capital de la Caisse d'Epargne,
- de contribuer à l'élaboration des orientations générales de la Caisse d'Epargne,
- de favoriser, dans le cadre de ces orientations générales, la détention la plus large possible du capital de cette Caisse d'Epargne en animant le sociétariat.

3.2. Facteurs de risques

Les facteurs de risques sont décrits dans le prospectus visé par l'AMF le 4 juillet 2017 sous le numéro 17-330 et disponible sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site internet de la CEP de Midi-Pyrénées (www.caisse-epargne.fr).

Liquidité

Les parts sociales des SLE ne sont pas cotées. Elles échappent ainsi aux aléas de la bourse, mais leur liquidité est subordonnée à l'existence d'une demande.

Les rachats de parts sociales étant subordonnés au respect du capital minimum, à l'autorisation du Conseil d'Administration de la SLE et, en cas de consommation au-delà de la franchise SLE, à l'autorisation préalable et formelle de l'ACPR, aucune assurance ne peut être donnée quant à la liquidité des parts sociales.

La CEP, comme tout établissement de crédit, dispose d'un système de contrôle interne lui permettant de gérer les risques liés à son activité : risques de crédit et de marché, risques de taux et de liquidité, risques d'intermédiation et opérationnels. En outre, la Gestion des risques est pilotée par BPCE, organe central du Groupe.

Remboursement

Les sociétaires peuvent demander le rachat de leurs parts. Cette demande doit être formulée avant la date de clôture de l'exercice, soit le 31 mai, le remboursement intervenant, sauf cas dérogatoires prévus aux statuts⁽⁴⁾, à la date du premier jour ouvré du nouvel exercice, sous réserve du respect du capital minimum, de l'autorisation du Conseil d'administration de la SLE et, en cas de consommation au-delà de la franchise SLE, de l'autorisation préalable et formelle de l'ACPR.

Si ces conditions sont remplies, les parts sociales sont remboursées à leur valeur nominale.

Rendement

La détention de parts sociales ouvre droit à participer aux organes délibérants de la SLE et donne droit à un intérêt annuel dont le taux est fixé par l'AGOA de la CEP sans qu'il puisse dépasser la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points, tel que défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Seules les parts détenues à la date de clôture de l'exercice de la SLE donnent lieu au paiement effectif de l'intérêt.

Capital

Conformément aux règles applicables aux sociétés coopératives, le remboursement des parts du sociétaire sortant peut être réduit à due concurrence de la contribution du sociétaire aux pertes inscrites au bilan de la SLE.

Le risque investisseur porte sur le groupe BPCE et non sur la SLE ou la CEP (du fait de l'existence d'un système de garantie interne liant toutes les entités du groupe BPCE). Toutefois, le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de mise en œuvre de mesures de résolution (situation financière compromise) de l'ensemble du Groupe BPCE.

Absence de droit sur l'actif net

Les parts sociales des SLE ne donnent pas de droit sur l'actif net en cas de liquidation de la SLE, le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des parts est dévolu par décision de l'assemblée générale à d'autres coopératives ou unions de coopératives ou à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Rang de subordination

En cas de liquidation d'une SLE, les liquidateurs seront chargés de réaliser l'actif, d'effectuer le paiement des dettes sociales et, en dernier lieu, de rembourser éventuellement le capital social aux sociétaires, si celui-ci est suffisant après paiement des dettes de la SLE.

3.3 Capital des SLE

Le capital est constitué de parts sociales d'une valeur nominale de 20 €. Le capital effectivement souscrit varie entre un capital minimum et un capital maximum, appelé capital autorisé.

3.4 Assemblées Générales

Les décisions collectives des associés sont prises en Assemblées Générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre. Les sociétaires sont convoqués, 15 jours au moins avant l'Assemblée Générale, par

tous moyens. Les décisions prises s'imposent à tous les sociétaires, même aux absents. Tout sociétaire a le droit de participer à l'Assemblée Générale et d'y exercer les droits qui lui sont dévolus, sous réserve d'avoir été agréé au moins cinq jours avant la date de réunion de l'Assemblée. Chaque sociétaire peut se faire représenter par un autre sociétaire porteur d'un mandat écrit et qui, dans ce cas, dispose d'une voix par sociétaire qu'il représente, sans pouvoir cependant excéder 4 voix, la sienne comprise, hors représentation légale.

3.5 Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est composé d'un nombre de membres compris entre 6 et 18, élus parmi les sociétaires par l'Assemblée Générale. La durée des fonctions des administrateurs est de 6 ans, les administrateurs étant rééligibles. La fonction d'administrateur est bénévole. Les administrateurs doivent apporter tous leurs soins à la bonne marche de la SLE et se conformer strictement aux prescriptions des statuts, du règlement d'administration intérieure, aux instructions de la Caisse d'Epargne à laquelle la SLE est affiliée et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration administre la SLE. Il désigne les candidats au Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne d'affiliation.

4 Mentions légales

Les parties choisissent d'un commun accord d'utiliser la langue française durant leurs relations précontractuelles et contractuelles et de rédiger les présentes dispositions contractuelles en langue française. La Caisse d'Epargne est adhérente au Fonds de garantie des dépôts et de résolution, 4 rue Halévy 75009 Paris. L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution est l'autorité chargée du contrôle de la Caisse d'Epargne, située 61, rue Taitbout 75436 PARIS CEDEX 9. La loi applicable à la présente convention est la loi française. Les tribunaux compétents sont les tribunaux français. En cas de contestation, le titulaire peut s'adresser à son agence, à défaut de réponse satisfaisante au Service Relations Clientèle et, à défaut de solution, au service Médiation de sa Caisse d'Epargne.

5 Avertissement :

Cette note d'information est complétée d'un prospectus qui se compose :

- du résumé du prospectus,
- du prospectus,
- et des documents incorporés par référence :
- le rapport annuel de la CEP de Midi-Pyrénées sur l'exercice 2015 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 juin 2016 et mis en ligne sur le site internet de la CEP (www.caisse-epargne.fr),
- le rapport annuel de la CEP de Midi-Pyrénées sur l'exercice 2016 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 juin 2017 et mis en ligne sur le site internet de la CEP (www.caisse-epargne.fr),
- le document de référence de BPCE enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers le 23 mars 2017 sous le n° D.17-0211 ainsi que son actualisation déposée le 11 mai 2017 sous le numéro D.17-0211-A01.

Des exemplaires de ce prospectus et de la fiche technique sont disponibles sans frais au siège social de la CEP de Midi-Pyrénées – 10 avenue maxwell 31100 Toulouse.

Le présent prospectus est également disponible sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur le site internet de la CEP de Midi-Pyrénées (www.caisse-epargne.fr).

⁽¹⁾ Telles que définies aux articles L 311-1, L 311-2, L 511-1, L 511-2 et L 511-3 du Code monétaire et financier : réception de fonds du public ; opérations de crédit ; services bancaires de paiement ; opérations de change ; placement, souscription, achat, gestion, garde et vente de valeurs mobilières et de tout produit financier ; conseil et assistance en matière financière ;...

⁽²⁾ La rémunération effective relève d'une décision souveraine de l'assemblée générale de la CEP et est conditionnée à l'existence de réserves distribuables. En outre, ce niveau de rémunération est plafonné à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points (qui ressort à 0,80 % au 1^{er} semestre 2016 et 0,63 % au 2nd semestre 2016 ; 0,96 % au 1^{er} semestre 2015 et 1,19 % au 2nd semestre 2015 ; 2,28 % au 1^{er} semestre 2014 et 1,5 % au 2nd semestre 2014) par l'article 14 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 relative à la coopération.

⁽³⁾ Article L 231-6 du Code de commerce relatif aux sociétés à capital variable.

⁽⁴⁾ Par exception, le remboursement des parts d'un sociétaire, personne physique, est effectué dans un délai maximum de trois mois à compter de la demande en cas de décès, de licenciement, de départ à la retraite ou en préretraite, d'invalidité, de divorce, de redressement judiciaire du sociétaire, de déménagement du sociétaire hors du ressort territorial de la CEP d'affiliation, de transfert à l'étranger du domicile du sociétaire, du rattachement de celui-ci à un autre foyer fiscal et de tout événement exceptionnel revêtant une gravité telle qu'elle contraigne le sociétaire à liquider tout ou partie de ses parts. Il l'est dans les mêmes conditions s'agissant d'un sociétaire, personne morale, en cas de redressement judiciaire, liquidation, dissolution et tout événement exceptionnel revêtant une gravité telle qu'elle contraigne le sociétaire à liquider tout ou partie de ses parts. Le remboursement des parts sociales effectué dans le cadre d'un rachat dérogatoire entraîne la perte des intérêts.

⁽⁵⁾ Le mécanisme de franchise dit « franchise SLE » est un mécanisme consistant à maintenir une partie des parts sociales (actuellement 10% de l'encours total) inéligible aux fonds propres de la CEP.

⁽⁶⁾ Les SLE sont soumises aux dispositions de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, des articles L 512-92 et suivants du Code monétaire et financier, des articles L 231-1 à L 231-8 du Code de commerce sur les sociétés à capital variable, aux dispositions générales du Code civil contenues aux articles 1832 à 1844-17, ainsi qu'aux dispositions de leurs statuts.

BPCE - 493 455 042 – RCS PARIS



CAISSE D'EPARGNE

Et si une banque vous aidait à vivre mieux ?